



Les organisations syndicales FO, CGT, SUD CENTRALE SOLIDAIRES, UNSA-CEFI, CFTC se sont réunies le 7 juillet 2017 à 14H30 en intersyndicale avec les personnels du service de sécurité.

A ce jour :

- La décision non argumentée et non concertée sur l'avenir du service de sécurité ne sert qu'à masquer les vraies difficultés et dysfonctionnements, identifiés depuis des années ;
- La totalité des audits, des enquêtes administratives et des mesures individuelles annoncées et attendues n'a fait l'objet d'aucune communication satisfaisante de la part de l'administration auprès des personnels et de leurs représentants ;
- La réorganisation du service de sécurité se fait de manière larvée, sans s'appuyer sur les compétences, les métiers et l'expérience des personnels.

Nous demandons :

- Qu'aucune décision sur le devenir du service de sécurité ne soit prise avant une réunion présidée par la Secrétaire Générale de Bercy à la rentrée ;
- Que tous les mouvements et les réductions d'effectifs soient stoppés (respect des engagements de recrutements promis par la sous-directrice en janvier 2016 et non réalisés, départ d'un agent décidé sans fiche de poste, projet de réduction des effectifs soumis à la préfecture qui l'a retoqué) ;
- Que les personnels soient associés aux évolutions à venir.

Les agents du service sécurité, en souffrance, soutenus par les organisations syndicales sont déterminés à ne pas subir « la casse » de ce qui marche sous couvert de réflexions théoriques et inadaptées aux réalités du terrain.

La sûreté et la sécurité de Bercy méritent un traitement professionnel, sérieux, responsable surtout en période d'état d'urgence.

A qui profite cette réorganisation ?
En a-t-on évalué le « juste prix » ?

Les ministres de Bercy sont-ils informés de cette situation ?
Nous ne souhaitons pas que ce sujet « sorte » de Bercy !!!